

Français de l'étranger : un nouveau scrutin marqué par un contexte diplomatique tendu

Diaspora

LE 10 MARS 2023

L'élection de Karim Ben Cheikh en 2022 ayant été annulée, un nouveau scrutin va être organisé, le 2 avril, dans la 9e circonscription législative des Français de l'étranger. Les candidats sont en ordre de bataille, mais marchent sur des œufs : alors que la plupart des électeurs sont franco-marocains, les relations diplomatiques tendues entre le royaume et l'Hexagone ne peuvent être éludées.

Par **Clément Rabu**

La 9e circonscription est très disputée, notamment en raison de la forte abstention (plus de 80% en 2022) qui fait rêver même les petits candidats : quelques dizaines de voix peuvent faire la différence. Crédit: Ludovic MARIN / AFP

12 min



Moins d'un an plus tard, rebelote. Après l'invalidation le 20 janvier dernier de l'élection de Karim Ben Cheikh par le Conseil constitutionnel français, une élection partielle, en deux tours, sera être organisée dans la 9e



circonscription législative des Français de l'étranger – qui comprend le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest, les 2 et 16 avril.



Pour Karim Ben Cheikh, vainqueur confortable du siège de député en 2022, tout est à refaire. L'ancien diplomate, qui portait l'étiquette de l'Union de la gauche (NUPES), avait en effet réussi à s'imposer par 54% des voix au second tour face à Elisabeth Moreno, ancienne ministre d'Emmanuel Macron.

Mais la plus haute juridiction française, chargée de vérifier la régularité des votes, a relevé des *“dysfonctionnements intervenus lors du vote électronique”* de nature à *“porter atteinte à la sincérité du scrutin”*.

Pas de responsabilité directe des candidats mais un constat : seuls 38% des électeurs établis en Algérie souhaitant voter par SMS (procédé inédit en 2022) ont reçu les messages téléphoniques permettant de le faire. Face à un faible écart de voix au premier tour, le Conseil a ordonné une nouvelle élection.

Le retour de M'jid El Guerrab

“Cette élection ne va plus se jouer dans un mouchoir de papier, mais dans un papier à cigarettes”

Ahmed Eddarraz

Les candidats sont donc à nouveau en ordre de bataille avant le premier tour, le 2 avril prochain (du 24 au 29 mars pour les votes électroniques). La circonscription est traditionnellement très disputée, en raison de sa situation stratégique, mais aussi de la forte abstention (plus de 80% en 2017 et 2022) qui fait rêver même les petits candidats. La situation ne risque d'ailleurs pas de s'améliorer.

“Avec le ramadan mais aussi les fêtes de Pâques, on risque d'avoir du mal à mobiliser. Cette élection ne va plus se jouer dans un mouchoir de papier, mais dans un papier à cigarettes”, analyse Ahmed Eddarraz. Ce proche de Brigitte Macron était lui-même candidat au 1er tour en 2022, avant de se retirer.

Cette année, il soutient celui qui tente un retour : M'jid El Guerrab. L'ancien député En Marche, entre 2017 et 2022, avait décidé de ne pas se présenter l'année dernière, évoquant une maladie. En fait, l'investiture de la majorité présidentielle lui avait été refusée à cause de ses démêlés judiciaires.

Le 16 mai 2022, il a été condamné à trois ans de prison (dont un ferme) et à deux ans d'inéligibilité, pour avoir asséné deux coups de casque au socialiste Boris Faure en août 2017 suite à une altercation. À l'automne dernier, après un accord transactionnel,



les deux hommes ont retiré leurs plaintes respectives, ce qui n'annule pas la procédure pénale.

Ayant fait appel, M'jid El Guerrab peut se représenter, toujours sans l'étiquette du parti présidentiel, rebaptisé Renaissance. *“Merci de me laisser tranquille avec les partis parisiens ! Je n'ai demandé l'investiture d'aucun parti”*, assure-t-il, agacé, à *TelQuel*.

Le Franco-marocain a réussi à convaincre plusieurs ex-opposants, comme Mohamed Oulkhoudir ou Ahmed Eddarraz : *“On vient de perdre une élection. Il faut récupérer cette circonscription, ne pas jouer les opportunistes heureux. M'jid a les plus grosses attaches, de part et d'autre de la Méditerranée”*, nous explique Eddarraz. El Guerrab peut donc se targuer de son réseau, qui peut faire la différence dans une course serrée.

Caroline Traverse investie par les macronistes

De son côté, le parti macroniste *“tenait à présenter un candidat”*, a expliqué une source du parti à l'AFP. Ou plutôt une candidate. **Et c'est Caroline Traverse, 43 ans, qui est investie par Renaissance, le 27 février dernier.**

Cette avocate réside depuis 14 ans dans la circonscription : d'abord à Casablanca, où elle a eu deux enfants, puis à Dakar au Sénégal, où elle exerce dans le conseil juridique. Un choix qui en a surpris plus d'un, en raison de son manque de notoriété. *“Le président de l'Union des Français de Casablanca ne la connaît même pas!”*, souffle un élu bien informé.

Interrogée par *TelQuel*, la candidate rétorque : *“Être connue par des gens qui viennent de Paris ça ne m'intéresse pas. Bien sûr que j'ai un réseau, je suis la seule candidate qui vit dans cette circo' !”*



Et de rappeler qu'en tant que présidente de l'Association de défense des travailleurs français et européens résidant au Maroc (ADFEM), elle s'est battue pour faire reconnaître les droits des titulaires d'un contrat de travail étranger au Maroc.

Certes, M'jid El Guerrab a annoncé sa participation au scrutin avant elle, s'arrogeant ainsi le soutien de plusieurs cadres de Renaissance, mais Caroline Traverse ne se laisse pas démonter : *“Il y a une seule candidate Renaissance, c'est moi. Ce n'est pas M'jid El Guerrab qui dirige Renaissance, c'est Emmanuel Macron.”*

La juriste se dit “choquée” par la condamnation de son concurrent direct : *“J'aurais aimé qu'il considère que ce n'est pas sa place”*. Et si les intéressés affirment ne pas vouloir “personnaliser” la campagne, cela n'empêche pas les invectives et les rumeurs.

La dernière en date ? Le présumé soutien de Caroline Traverse à Leïla Aïchi, candidate en 2017 : l'investiture du parti présidentiel lui avait été retirée (au profit de M'jid El Guerrab) **suite à des propos pro-Polisario**.

Après vérification, Caroline Traverse avait bien été reçue par Leïla Aïchi en sa qualité de présidente de l'ADFEM, mais aucun soutien n'avait été exprimé. Caroline Traverse avait à l'époque écrit de la même manière à M'jid El Guerrab, et l'avait félicité lors de sa victoire.

À LIRE AUSSI

Législatives françaises : qui est Karim Ben Cheikh, le député de la circonscription du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest ?

Une campagne marquée par les tensions diplomatiques



Ces polémiques, Karim Ben Cheikh a le luxe de pouvoir les ignorer. Toujours seul candidat à gauche, le Franco-tunisien est reparti sur le terrain. La décision de se représenter a été une évidence : *“A partir du moment où tu n'es pas mis en cause personnellement, où chacun t'encourage et qu'il y a l'envie d'aller au bout de ce qui a été commencé... on y va, on regarde de l'avant”*.

L'ex-député affilié à l'alliance NUPES, qui regroupe La France Insoumise, les écologistes, les communistes et les socialistes, met en avant sept premiers mois productifs à l'Assemblée nationale, avec notamment un rapport de mission budgétaire sur l'action extérieure de l'Etat français, qui a souligné les lacunes des services des Français de l'étranger.

Président du groupe d'amitié France-Maroc à l'Assemblée nationale, Karim Ben Cheikh soutient aussi avoir participé au règlement de la crise des visas : *“J'étais le seul parlementaire à me battre sur cette question. Et j'ai rencontré des parlementaires marocains pour essayer de reconstruire la confiance entre partenaires. Cette dernière a été abîmée, notamment au sein des populations, ce qui est le plus inquiétant selon moi”*.

Chacun des candidats, conscients que la majorité des électeurs de la circonscription vivent dans le royaume et sont binationaux, s'applique sur cet axe primordial. M'jid El Guerrab rappelle ainsi qu'il avait interpellé le gouvernement sur la question des visas lors de son mandat (2017-2022) : *“Je vois avec beaucoup de tristesse ce Maroc-bashing ou ce sentiment anti-France. Je suis Franco-marocain, mon devoir, c'est de faire en sorte que les deux peuples se tendent la main. Ça me donne envie de me réinvestir.”*

Caroline Traverse soutient elle aussi travailler précisément sur le sujet : *“La crise des visas était une erreur. Désormais, le numérique peut nous permettre de faciliter les choses, en gardant aussi l'humain”*. Cette volonté d'apaisement se heurte toutefois à l'activité politique européenne de ces dernières semaines.

Le 19 janvier dernier, le Parlement européen adoptait une résolution demandant au Maroc de *“respecter la liberté d'expression et la liberté des médias”*. Une résolution votée par des groupes de gauche, des écologistes et des libéraux.

Si les candidats n'ont pas de lien direct avec ce vote, il est toutefois difficile pour eux de se défaire des positions de leurs pairs. A fortiori quand Stéphane Séjourné, député européen président du groupe Renew qui a mené le vote de la résolution, est aussi le secrétaire général de Renaissance, le parti macroniste dont Caroline Traverse porte les couleurs...

Le Sahara, un sujet brûlant

Dans une circonscription qui regroupe le Maroc et l'Algérie, chacun des candidats avance donc prudemment, en particulier sur le Sahara. *“Je n'ai pas envie de rentrer dans ce débat car ce n'est pas le rôle d'un député, mais du gouvernement”*, évacue Caroline Traverse.

Avant d'ajouter : *“J'entends les crispations de chacun. Le rôle du député, c'est de recevoir les informations et de les porter. C'est donc essentiel de faire partie de la majorité”*. M'jid El Guerrab, quant à lui, s'avance un peu plus, affirmant que *“la position de la France va bouger tôt ou tard”*, tout en précisant qu'*“il faut se*

tenir à distance des décisions étatiques sinon il y aurait une confusion dans la séparation des pouvoirs”.

Karim Ben Cheikh est le plus direct. Dans une interview au site 360.ma, il déclare considérer le plan d'autonomie marocain comme *“la seule solution crédible, sérieuse et réaliste”* pour le Sahara.

Dans chaque camp pourtant, le sujet est brûlant. Ahmed Eddarraz, soutien de M'jid El Guerrab, assume une conviction personnelle : *“Il s'agit d'une élection française, soit. Mais quand on est franco-marocain, la souveraineté pleine et entière du Maroc ne se négocie pas”.*

Pas sûr que M'jid El Guerrab soit aussi catégorique donc, mais Eddarraz insiste sur la plus-value de son candidat *“qui, contrairement aux autres, va apaiser, trouver les mots, en connaissant parfaitement les acteurs des deux rives. M. Ben Cheikh est mal à l'aise sur ces dossiers, il se positionne selon le thermomètre et les jours dans un camp ou dans un autre”.*

Ce que Karim Ben Cheikh réfute, nous rappelant que la responsabilité tient davantage à Emmanuel Macron et ses soutiens : *“C'est la diplomatie portée par cette majorité et ce président qui mène à une rupture avec de nombreux partenaires dans cette circonscription !”* Quant aux autres candidats en course, dont André Chouk pour le parti Reconquête d'Eric Zemmour, ils n'ont pas encore clarifié leur position.

Une campagne franco-française avant tout

Mais les enjeux de cette campagne ne se résument pas à la diplomatie, s'énerve un élu français au Maroc : *“C'est un travers, tout ce qui est diplomatique relève du gouvernement !”*

“on consacre 120 millions d'euros de budget et 1850 personnes pour 3 millions de Français établis à l'étranger, quand la mairie de Toulouse, c'est 18 000 personnes!”

Karim Ben Cheikh

D'autres sujets intéressent beaucoup les Français de l'étranger, à commencer par les services consulaires ou le coût des écoles AEFÉ (Agence pour l'enseignement français à l'étranger). *“Il faut mesurer l'ampleur du scandale : on consacre 120 millions d'euros de budget et 1850 personnes pour 3 millions de Français établis à l'étranger, quand la mairie de Toulouse, c'est 18 000 personnes !”*, s'indigne Karim Ben Cheikh, pour qui la majorité s'est

“systématiquement opposée aux avancées proposées pour les Français de l'étranger”.

Caroline Traverse s'en défend : *“Nous ne sommes pas maltraités mais méconnus. Soit on se victimise, soit on trouve des solutions. Moi, j'ai un vrai programme sur la fiscalité, la bancarisation, le personnel enseignant... Car, à la différence d'un diplomate, j'ai vécu directement ces problèmes !”*

M'jid El Guerrab voit quant à lui sa nouvelle candidature comme le moyen d'approfondir son premier mandat : *“On a réformé la gouvernance de l'AEFE, de la Caisse des Français de l'étranger, mais il faut aller plus loin. On avait promis une carte Vitale à tous les Français de l'étranger, ou la résidence de repli, et on ne l'a pas fait. Ça me pousse à me réinvestir, il faut un député utile”.*

Enfin, l'élection va se tenir aussi sur fond de réforme des retraites, qui cristallise les oppositions en France (plus de 1 million de personnes ont manifesté le 7 mars contre cette réforme). D'un côté la gauche et l'extrême-droite farouchement opposés au projet, de l'autre le centre-droit prêt à le défendre bec et ongles. Les positions politiques de chacun sont claires pour les électeurs. Au moins sur ce point.

À LIRE AUSSI

Législatives françaises : qui est Karim Ben Cheikh, le député de la circonscription du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest ?

SUJETS: **Caroline Traverse** **Français De L'étranger** **Karim Ben Cheikh** **M'jid El Guerrab**

A lire aussi



Diaspora

MRE : les transferts dépassent 9,22 milliards à fin janvier

3 MARS 2023



Diaspora

Séisme en Turquie : plus de 500.000 dirhams de dons collectés par des Marocains

24 FÉVRIER 2023



Diaspora

Séisme : les Marocains se mobilisent en Turquie en faveur des victimes

14 FÉVRIER 2023

Suivez-nous



Téléchargez notre application



[Accueil](#) [Abonnement](#) [FAQ](#) [A propos de Telquel.ma](#) [Conditions générales de vente](#) [Mentions légales](#) [Confidentialité](#) [Contact](#)

TELQUEL
